

Note sur les groupes sociaux localisés

Pierre Vergès

▶ **To cite this version:**

Pierre Vergès. Note sur les groupes sociaux localisés. 1979. halshs-03642852

HAL Id: halshs-03642852
https://shs.hal.science/halshs-03642852

Preprint submitted on 15 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

P. VERGÈS
48 368
Commission 33

NOTE SUR

LES GROUPES SOCIAUX LOCALISES 1979

L'appareil théorique permettant une analyse des classes sociales semble, à première vue, ne pouvoir s'appliquer qu'au niveau de la formation sociale. Une approche localisée n'est alors qu'une projection des contradictions affectant la société globale sur un espace délimité par l'objet de recherche. D'un autre coté les phénomènes sociaux et politiques d'une localité nous révèlent une multiplicité de groupes sociaux. Ceux-ci semblent s'imposer à l'analyse par l'évidence des phénomènes qui en sont la cause : ce sont les "cadarachiens", employé du centre d'Etude Nucléaire de Cadarache crée en 1960, près de Manosque ; ce sont les "pieds noirs" de la fin de la guerre d'Algérie ; c'est encore "les lorains" venus encadrer la production de l'usine sidérurgique de Fos ; ce sont encore plus classiquement les commerçants qui paraissent exprimer le dynamisme d'une petite ville etc...

Nous avons essayé de préciser une approche qui se situer entre cette appréhension un peu empirirque d'un ensemble de groupes sociaux définis par le phénomène social qui les produit et la simple projection de catégories théoriques dont la validité au niveau local ne s'impose pas immédiatement (cas en particulier des villes non ouvrières, ou traditionnellement peu industrielles). Cet essai est encore en chantier et seule une première moitié du parcours est actuellement effectuée. Aussi cette note est-elle largement conjecturale.

Notre démarche part d'une analyse du palier économique de la localité. Seul un point de départ économique nous semble permettre

une définition de groupes sociaux - éléments de classe sociale. Mais cette première étape ne conduit dans notre schéma qu'à une appréhension quantitative du poids relatif des différents groupes sociaux. Certes l'importance relative des groupes est suffisament caractéristique pour permettre la mise en évidence, à un plan sutructurel, d'une spécificité locale par rapport à son environnement ou par rapport à l'ensemble de la société. Mais ce simple plan économique n'est pas suffisant il doit être relayé par une analyse du fonctionnement de ces groupes sociaux, au niveau politique (mais là encore les seuls chiffres tirés des élections ou des compositions socio-économiques du conseil municipal ne sont pas suffisantes), au niveau organisationnel, au niveau des moyens mis en oeuvre pour s'insérer dans la localité.

1 - UNE DEFINITION DES GROUPES SOCIAUX A PARTIR DU PALIER ECONOMIQUE DE LA LOCALITE

Toute notre analyse repose sur le postulat suivant : la localité n'est pas un simple découpage géographique-administratif commode ; la localité est une articulation suffisament spécifique des différents paliers de la réalité sociale pour qu'il faille lui reconnaitre une certaine autonomie de détermination.

1.1.1. Les types d'entreprises

Nous avons été conduit à définir les entreprises non seulement par leur activité économique ou par leur appartenance à un stade particulier de la divisions économique du travail mais aussi dans leur rapport à la localité. Une analyse des formes actuelles du procès de production nous montre que la localité intervient très différement dans les décisions d'implantations ou de niveau d'emploi : le bassin d'emploi, le site, le marché local,

l'histoire économique locale, peuvent être ou nepas être des critères intervenant dans les choix économiques suivant le type d'entreprise. Ceci nous conduit à faire une classification des entreprises à partir du type de rapport qu'elles entretiennent avec la localité.

Ainsi sur Martigues, Arlette LACOUT et Pierrette VERGES repèrent trois type d'entreprises (1) :

- Les grandes firmes intégrées (les raffineries BP à Lavéra, CFR à la Mède, Naphtachimie, la Centrale thermique EDF Ponteau à Lavéra). Trois de ces quatres entreprises sont des grandes firmes de type multinational à structure de capital dominant. La centrale EDF relève du secteur nationalisé à structre de décision centralisée. Ces firmes sont loaalement intégrés par certaines relations de production. La logique qui sous-tend l'implantation de ces firmes est uniquement une logique de localisation déterminée par les qualités du site (façade méditerranéenne, proximité de Marseille, site naturel protégé) et de l'environnement industriel (comme source d'approvisionnement ou débouché). Ainsi, les intérêts économiques locaux n'ont de sens que resitués dans une stratégie globale des groueps ou des secteurs auxquels appartiennent ces firmes.

- Les entreprises non intégrés. (Eternit, Gypses-Plâtres, Lesieur) sont proches du premier type en ce qu'elles appartiennent à des grands groupes de type multinational à capital dominant et d'autre part en ce que l'intérêt de ces entreprises pour la localité a été déterminé par un avantage du site (site portuaire, richesses naturelles). Mais ces unités ne sont pas intégrées dans des relations industrielles comparables à celles des grandes firmes et sont fort peu liées à l'environnment industriel. Leur rapport à

(1) "Etude de l'impact des changements économiques et sociaux sur le développement urbain d'une ville moyenne : rapports entre entreprises, Etat, et Collectivité Locale dans l'aménagement urbain", Arlette LACOUT, Pierrette VERGES, 1.5.79

l'environnement, se situer beaucoup plus au niveau du recrutement de la main d'oeuvre. Mais ces entreprises sont là en concurrence avec les grandes firmes intégrées au plan des salaires et des avantages de transport et d'habitat.

- Les petites et moyennes entreprises dans le secteur chaudronnerie et construction industrielle (ACM; CIT, SCIG) (1) ou travaux publics (Buzzichelli). Ces entreprises sont souvent d'origine locale, à structure de capital dominé. L'économie locale et l'environnement industriel sont le cadre et le déterminant de leur fonctionnement ; leur origine et leur développement est entièrement lié à l'implantation des raffineries et de la pétrochimie dans la zone avec lesquelles elles sont dans un réseau de relations de sous-traitances pour les travaux d'entretien et de petits montages. Ces entreprises ont vu se diversifier leur activités du fait des implantations industrielles nouvelles et cherchent à étendre leur marché vers l'extérieur de la zone ; mais leur activité essentielle reste dépendante de celle de grandes firmes de la zone.

De la même manière, avec Jean Claude GARNIER, nous avons distingué à Manosque trois autres types d'entreprises (2) :

- celles qui sont établissement d'entreprises ayant une activité au plan national ou international (on y trouve le C.E.A. de Cadarache, E.D.F. -production Rhône-Poulenc à st Auban). Ces entreprises se meuvent dans un espace économique dépassant à tous les niveaux la localité ; les décisions d'implantations ne tiennent compte de la localité qu'en terme d'avantage/inconvénient du site, la main d'eouvre est recruté nationalement sauf dans le cas des postes subalternes ; les marché et les objectifs de production sont

(1) Nous citons là les plus importants.

(2) "Manosque du bourg rural à la petite ville", Jean Claude GARNIER Pierre VERGES.

décidés de manière centralisée. La caractéristique particulière de Manosque est le poids dominant des établissements dépendant des décisions gouvernementales alors qu'à Martigues on trouve principalement des multinationales.

- D'autres établissements ont aussi un espace économique dépassant la localité à certains niveaux. Elles ne sont pourtant pas semblables aux précédentes car l'un au moins des éléments du fonctionnement de l'entreprise dépend de la localité. C'est ainsi que le Crédit agricole ou les supermarchés sont d'une part dépendant d'une stratégie de groupe définie au plan national et d'autre part dépendant de la fonction de pôle urbain assurée par Manosque depuis les vingt dernières années. De la même manière deux entreprises de la construction électrique se sont historiquement constitués et développés localement grâce à la sous-traitance du C.E.A. ou de l'E.D.F., grâce à la politique d'urbanisme industriel de la municipalité, mais tant au niveau du marché que du recrutement du personnel leur espace économique est devenu national.

- Les établissements dont l'activité économique est pratiquement totalement déterminée par la localité (son marché) ou par la fonction de pôle de service à l'environnement rural proche. On trouve ici le petit et moyen commerce, les services aux particulier l'artisanant du bâtiment.

Ces types d'entreprises ont des modes de gestion et de recrutement du personnel fort différents, et développent des rapports sociaux de production spécifiques. Aussi la classification que nous avons présentée, est un élément déterminant de la constitution des groupes sociaux, comme élément de classe sociale.

1.2. Les autres vairables économiques.

Nous venons d'insister sur ce qui peut être un début de spécification, vis à vis de la localité, des phénomènes de la division du travail au palier économique de la sturcture sociale. Mais d'un autre côté, les principaux élèments structurant les groupes sociaux à partir de ce palier au niveau de la formation sociale viennent s'inscrire dans la localité. C'est ainsi que l'on peut se servir de la place du sujet dans les rapports de production en distinguant :

- ceux qui possèdent un capital, et plus précisément ceux qui possèdent un capital foncier important, et ceux qui possèdent les moyens de production (ils sont par là même susceptibles d'emploger du personnel).

- les salariés et là aussi il parait important de distinguer plusieurs niveaux selon la place dans la hiérarchie des qualifications même s 'il peut être arbitraire de couper à un certain niveau une échelle continue par exemple entre ouvriers spécialisés et ouvriers qualifiés. Nous nous servirons aussi de critères distinguant les secteurs économiques :

• productif d'une part et non productif d'autre part.

Noussavons toute l'ambiguité que peut recouvrir cette notions de productivité et les redoutables problèmes de frontière que cela pose. Mais le fonctionnement des entreprises nous apparait bien différent selon que l'entrepirse est conduite à se définir des objectifs de production en particulier pour dégager une plus value ou selon qu'elle ne fait que participer à la transmission du produit (donc seulement à la réalisation de la plus value).

• suivant une logique du capital ou une logique étatique. Cette distinction repose sur le fait qu'il faut ou ne faut pas dégager un plus-value ou répondre à des objectifs de service

public. Ceci conduit les entreprises a avoir vis à vis du personnel des types de gestion fort différentes et des modes de régulation des conflits du travail eux aussi dissemblables.

1.3. Une grille quantitative

Le croisement des différents critères de différenciation des groupes sociaux à partir de l'appareil productif conduit à la grille suivante ou l'on trouve verticalement les caractéristiques tenant au lieu d'activité et horizontalement celles qui tiennent au sujet.

Selon une logique étatique

Selon une logique du Capital

foncier

des moyens de production

dans les secteurs ayant des objectifs de production

dans les secteurs de la transmission des produits

Dans les services à la production

Dans les services à la collectivité

:(1)	T_1	T_2	T_3	T_1	T_2	T_3	
Possesseurs des moyens de production							
Cadre Cadre moyens							
Ouvriers qualifiés techniciens							
Ouvriers spécialisés							

(1) type d'entreprises de T1 à T3 selon la dimension de l'espace économique.

Pour remplir une telle grille, il faut avoir pour la localité le croisement entre l'activité économique (NAP) et la CSP. Ensuite il est facile d'identifier les activités ou dominenet tel ou tel type d'entreprise ou encore de se donner des proportions à partir de la connaissance directe du terrain. Dans l'atente de ces croisements, sur le recensement exhaustif 1975, nous avons essayé une quantification à partir des données que nous avions recueillies (cf. grille en annexe).

Le poids relatif des cases ainsi que la connaissance des localités nous conduisent à faire certains regroupements pour mettre en évidence les groupes dominants. Sur Martigues (1) les chercheurs montrent que les salariés qualifiés de l'industrie dépendant des grandes firmes consitutent une catégories importante de la population (24 à 26 %) ; parallèlement les employés des entreprises moyennes sous traitantes ou des entreprises du bâtivment constitute un autre groupe important (22 à 23 %) au deux tiers qualifiés ; enfin le personnel qualifié des services représente un troisière groupe de même importance (25 % environ) pour moitié dans le secteur administratif (non marchand).

A manosque, les personnes à leur compte sont regroupé en un seul type car c'est ensemble qu'ils ont eu une place historiquement dominante avant guerre. En deuxième lieu on peut regrouper l'ensemble des employés du tertiaire soit non marchand, soit dépendant d'entreprise de type T3. En troisième lieu, on regroupe les qualifications moyennes et basse du personnel des entreprises de type T3 du secteur productif (dans le BTP pour une large part). En quatrième lieu on trouve le personnel qualifié des établissements de type T2 qu'il ait ou non des objectifs de production.

---

(1) Cf. Arlette LACOUT et Pierrette VERGES, op. Cit.

En dernier lieu le personnel de l'Etat dans le secteur ayant des objectifs de production (E.D.F. C.E.A.) vers le secteur privé ; forme un groupe non négligeable.

2 - LES GROUPES SOCIAUX SE CONSTITUENT AUSSI DANS LE FONCTIONNEMENT DES PALIERS POLITIQUES ET IDEOLOGIQUES.

Notre approche économique débouche seulement sur une description quantitative pouvant être relativiés par le poids économique de chaque groupe. Ainsi le groupe des propriétaires fonciers peut être peu nombreux mais très partie prenant du phénomène d'urbanisation. Le poids relatif donne bien une description de la spécificité de la localité que l'on peut mettre en rapport globalement avec les autres caractéristiques de cette dernière $la municipalité communiste de Martigues, d'Action locale à Manosque par exemple...) Mais cette approche n'est pas suffisante pour permettre de parler de groupes sociaux poursuivant des intérêts de fractions de classe.

Dans le cadre de la localité les enjeux municipaux et la genèse des différents groupes permettent une identification plus précise des groupes - éléments de classe sociale. D'un autre côté, les organisations représentatives ou les conflits sociaux marquent l'existence de ces groupes.

Par exemple à Manosque nous pouvons mieux cerner le groupe des personnes à leur compte. Avant guerre, il était organisé autour des agriculteurs et commerçants, ceux-ci détenant l'essentiel du pouvoir municipal, et à travers les grandes foires, l'image de marque de la ville. Juste avant guerre, on voit poindre une certaine restructuration de ce groupe avec l'apparition au plan économique puis politique des gros négociants des produits agricoles.

L'organisation corporative des commerçants va alors se consituer pour dépasser le germe de division entre grand et petit commerce ou plus exactement entre les commerces tournés vers les autres activités économiques (agricoles, BTP, industrielle) et ceux tournés uniquement vers la consommation quotidienne des particuliers Le pouvoir au sein de l'organisation sera détenu par les gros commerçants mais parallèlment le recrutement sera le plus large possible. Par exemple cette organisation donnera son aval à l'arrivé des grandes surfaces de vente (Leclerc, Prisunic) qui ne gênent pas les gros commerçants, au contraire, alors que des fermetures de commerces alimentaires s'ensuivront. Et parallèlement l'animation de l'ensemble de la ville au moment des dizaines commerciales donnera un aspect unanimiste et local à l'ensemble du commerce manosquain.

Si le poids politique de ce groupe social va diminuant, après guerre (marqué par la décroissance de sa représentation au Conseil municipal) il apparait relayé par l'action de l'association corporative. Mais ce faisant la relative convergence politique et idéologique des agriculteurs et des commerçants ne se traduit plus dans les faits. Chacun réorientant ses actions à travers les structures corporatives propres, ils deviennent plus groupes de pression que fraction de classe sociale organisée. Plus récemmeent le développement de la ville fait émerger le groupe des professions libérales qui prend un moment un role important dansla conduite des affaires municipales. Or ce groupe va développer une image de la ville bien différente; d'une part une ville spectacle, plutôt qu'une ville commerçante, d'autre part un pôle urbain plutôt qu'un pôle de service à l'environnement rural. Ceci se traduit très concrètment au plan urbanistique par des actions de rénovation de la vieille ville et par la promotion d'un nouveau centre au sud de cette vieille ville. Un certain nombre de commerçants vont orienter leur localisation en fonction

de ces éléments, puis créeront une deuxième association de commerçants sur une base géographique (une rue). En fait cette création reflète une réorganisation des alliances au sein du groupe des possesseurs des moyens de production. Une part des commerçants installés récemmeent ou pariant sur le développement urbain de Manosque s'associent aux professions libérales d'un autre coté une autre fraction des commerçants se servant des réseaux de relation familiales (donc plutôt anciennement implanté) va reconstituer avec les agriculteurs un groupe de pression politique profitant de la faible marge séparant la droite et la gauche à Manosque.

Par cet exemple, un peu long, nous avons essayé de montrer comment l'approche économique est essentielle (elle conditionne l'existence et les intérets de l'une ou l'autre des fractions du groupe) mais pas suffisante si l'on veut dépasser les descriptions générales valables presque en tout lieu. Nous sommes alors conduits à rechercher les systèmes de relations sociales entre les groupes qui s'expriment sur la scène politique, dans un tissu organisationnel, dans les conflits collectifs, dans les modes d'insertion à la localité des nouveaux groupes. C'est ainsi que les chercheurs sur Martigues se posent actuellement la question des modalités d'insertion mis en oeuvre par la municipalité communiste pour pérenniser et accroître son audience malgré une diversification sociale croissante.

Le 20.5.79

Pierre VERGES
OCCSC d'Aix en Provence.